

## Participation juvénile aux violences politiques nigérianes

Guy Nicolas

Le géant de l'Afrique, terre de violence

**Une nation en travail** Né de partages et d'assemblages coloniaux arbitraires, le géant nigérian est la seule fédération africaine à avoir maintenu son unité après le départ du colonisateur britannique, au prix de graves convulsions dont la moindre n'est pas la guerre civile qui a divisé le pays en 1967-1970 du fait de la tentative de sécession du « Biafra », qui a ému l'opinion internationale. Il compte aujourd'hui environ cent millions de citoyens [1]. L'exploitation de gisements pétroliers importants lui a permis de se poser en puissance régionale, tout en le soumettant à un boom économique suivi d'une crise d'autant plus grave que sa population s'accroît et que la fièvre de l'or noir l'a conduit à négliger une agriculture jadis florissante. Comme dans beaucoup de pays pétroliers, ces processus ont provoqué une déstructuration profonde de la société nigériane, marquée par l'exode rural, une expansion démesurée des villes, une corruption généralisée et un clivage croissant entre une minorité privilégiée contrôlant la redistribution de la rente pétrolière et menant un train de vie ostentatoire et une masse de plus en plus pauvre, aujourd'hui frappée par la crise du marché et du pétrodollar local - le Naira -, les mesures de réajustement structurel imposées par le F.M.I., le chômage, l'inflation. Cette situation désastreuse est aggravée par l'incapacité du pays à se donner des institutions politiques stables : alors que les deux régimes démocratiques qu'il a connus, de 1960 à 1966 et de 1979 à 1984, se sont effondrés dans le désordre, les régimes prétorien qui s'y sont substitués au nom de la sauvegarde de l'unité du pays et de l'ordre public n'ont pas redressé la situation, sauf au lendemain de la guerre civile, à l'heure du boom pétrolier. Une armée qui a su se retirer volontairement dans les casernes après avoir institué un régime démocratique moderne, en 1979, manifeste aujourd'hui quelque réticence à renouveler son geste, au grand dam d'une opposition « démocrate » avide de participer à la chose publique, mais incapable de susciter une révolte populaire susceptible de forcer le pouvoir prétorien à s'effacer. Or, l'armée justifie sa position par la menace d'un chaos imminent, compte tenu de l'incapacité de la classe politique à

s'unir et à renoncer à ses habitudes de corruption et de manipulation des forces centrifuges sous-jacentes à des fins clientélistes contradictoires. Car le géant de l'Afrique est loin de correspondre au modèle de l'Etat-nation jacobin et libéral sur lequel les dits « démocrates » fondent leurs espoirs. Il en est ainsi du fait de sa masse, de ses différences profondes, entretenues et même aggravées pendant la période coloniale par la politique coloniale britannique d'indirect rule et l'option fédéraliste du pays, dont il se fait pourtant volontiers le prosélyte à l'extérieur de ses frontières. Ses citoyens sont en effet déchirés entre diverses polarités identitaires supportant des solidarités communautaristes contradictoires obéissant à des logiques distinctes. Ces clivages sont porteurs de tensions confrontationnelles débouchant périodiquement sur des revendications autonomistes qu'un système fédéraliste constamment remanié ne parvient pas à atténuer ou à satisfaire [2]. Un premier champ de polarisation identitaire se constitue sur la base d'un clivage régional opposant le Nord au Sud, en compétition permanente et, dans ce cadre, les franges septentrionale et méridionale du nord, d'une part, le sud-ouest au sud-est, d'autre part. C'est dans ce champ spécifique que s'est inscrite la « guerre du Biafra » (1967-70) [3]. Un second sous-ensemble est fondé sur un clivage ethnique opposant trois ethnies dominantes entre elles, d'une part et quelques deux cents « minorités » tout autant opposées à l'hégémonisme des trois premières et notamment, dans chaque région, à celle dont l'aire d'influence couvre leurs territoires, qu'à leurs voisines immédiates. Les conflits inter-ethniques ne cessent de déchirer le tissu national aux trois niveaux de la structure fédérale du pays. Ils se superposent aux confrontations confessionnelles opposant, dans le cadre d'une troisième champ identitaire, musulmans, chrétiens et adeptes de cultes traditionnels, musulmans du nord et du sud, églises diverses, fondamentalistes et modérés ou conservateurs. La menace d'une guerre civile à base confessionnelle, alimentée par des massacres périodiques, est l'un des arguments utilisés, non sans raison, par le régime prétorien pour se maintenir en place. Un autre champ de polarisation concurrent des précédents est fondé sur un partage en entités territoriales et politiques anciennes : chefferies, royaumes, empires, émirats traditionnels confortés par l'indirect rule britannique puis par le régime fédéral en vigueur depuis l'indépendance, au niveau des local governments. Il se nourrit de l'opposition classique entre natives et settlers et des tensions territoriales qu'imposent les remaniements incessants de la structure fédérale. D'autres champs identitaires communautaristes à base socio-économique, clientéliste ou idéologique, compliquent encore la texture de la société nigériane, multipliant les occasions de tensions inter-communautaires. L'activation périodique de chacun de ces champs

identitaires, dont la logique et le discours sont différents, entraîne des mobilisations sporadiques sollicitant les citoyens de façon contradictoire, des solidarités changeantes, des confrontations meurtrières. Nous qualifions cette structure multipolaire « d'ensemble social à polarisation variable »(ESPV) [4]. Dans l'espoir d'atténuer ces contradictions mettant en cause sa cohésion, la société nigériane s'est donnée un régime fédéral à trois niveaux (fédéral, d'Etats fédérés, de « gouvernements locaux »). Or, comme aucun partage unidimensionnel privilégiant l'une des dimensions identitaires évoquées ne peut résoudre tous les problèmes posés par cette pluri-polarité, aucun système basé sur un critère communautariste précis ne convient, et cette structure est constamment remaniée. Ainsi, le nombre des Etats fédérés est passé de trois à quatre, puis douze, dix neuf, vingt et un et enfin trente sans jamais satisfaire tous les citoyens (le Parlement de la Seconde République (1979-1984) et, en 1994, l'instance constitutionnelle réunie par le régime ont même proposé de porter ce nombre à cinquante). De même, le nombre des local governments n'a cessé de croître, avec les mêmes résultats. Ainsi, ce pays est continuellement en travail pour résoudre des contradictions centrifuges insolubles, à quoi s'ajoutent celles opposant le pouvoir prétorien à l'élite civile, les « progressistes » aux « conservateurs » ainsi que des clientèles politiques en rivalité permanente. Il en résulte un climat de tension continue, aggravé par la crise économique, la corruption, les stratégies d'éléments activistes étrangers, les divisions des élites et les stratégies de manipulations des solidarités communautaristes alternatives en période électorale. On doit ajouter à ces difficultés l'étonnante capacité d'occultation de ces réalités propre aux minorités économiques, politiques ou intellectuelles qui se posent en interprètes de la réalité nigériane et autres concepteurs de plans de rénovation d'inspiration occidentale tout aussi inadéquats qu'avalisés par des observateurs extérieurs peu exigeants. A l'arrière plan de tels débats, la masse de la population subit une situation de plus en plus insupportable, oscillant entre une résignation teintée d'humour noir, un repli sur des solidarités spécifiques, des révoltes ponctuelles et la tentation d'une fuite en avant dans un imaginaire de « purification » porteur de ruptures violentes.

**Un climat de violence généralisée** Ce pays baroque et divers est en effet le lieu d'une débauche de violences en tous genres. Celles-ci renouent avec le passé guerrier et esclavagiste de la plupart des sociétés locales, particulièrement accentué dans une région qui s'est signalée par la déportation de millions d'hommes, victimes des agressions d'hégémonies marchandes, de la « guerre sainte » islamique (jihad) qui a embrasé le nord du pays au siècle dernier sous

l'impulsion des pasteurs immigrés peuls, de la convoitise des comptoirs côtiers en relation avec les acheteurs européens de « bois d'ébène » et des luttes fratricides entre royaumes et empires qui ont ensanglanté tout le sud à partir du XV<sup>ème</sup> siècle. L'interdiction de l'esclavagisme imposée par le colonisateur n'a pas mis un terme immédiat à cet état de guerre généralisée. Les massacres consécutifs à cette situation ont même redoublé en intensité, sous la forme de sacrifices sanglants, dans certaines zones méridionales [5], favorisant la légitimation par celui-ci de son intrusion sous la bannière d'une croisade humanitaire et « civilisatrice ». L'instauration de l'ordre colonial s'est également accompagné de confrontations violentes. L'imposition d'un état de paix étayé sur la supériorité de l'armement du colonisateur s'est heurté à plusieurs reprises à des soulèvements ponctuels réprimés avec vigueur. Si l'accès à l'indépendance, en 1960, n'a pas résulté d'une lutte armée, les années qui ont suivi celle-ci et le retrait des forces du Commonwealth ont été marquées par la résurgence de confrontations armées, notamment dans le nord du pays, en pays tiv, et dans l'ouest yoruba, où s'est manifesté pour la première fois le processus de meurtre collectif par mise à feu des victimes vivantes qui devait devenir la marque de cet « Ouest sauvage » (Wild wild West), sous le nom d'« imbibation » (wettie) [6]. Le coup d'Etat militaire qui a mis un terme à la première République, en janvier 1966, a été marqué par l'assassinat des principaux dirigeants du Nord et de l'Ouest. Il a été suivi de pogroms nordistes à l'encontre des sudistes, de l'assassinat de cadres militaires méridionaux, puis de la sanglante guerre de sécession du Biafra, qui aurait fait un million de victimes [7]. Si l'ordre prétorien qui a suivi cet événement, puis l'avènement de la seconde République (octobre 1979-janvier 1984), ont semblé consacrer un recul de la violence, celle-ci est réapparue à plusieurs reprises durant cette période sous diverses formes, notamment lors des élections de l'été 1983. Le retour de l'armée, la nuit de la Saint Sylvestre de la même année n'a pas empêché l'éruption de multiples affrontements. La crise économique aidant, le pays est entré dans une phase de violence débridée, engendrant un climat d'apocalypse et le développement d'une « culture de violence » se déployant sur divers plans. Une première série de dérives agonistiques a concerné la scène politique - civile ou militaire. Elle a été marquée par les confrontations des différents partis en lice, dont chacun possédait ses milices, du pouvoir central et de l'opposition, ainsi que par la politique du pire jouée par une partie de celle-ci après les élections de l'été 1983, dans l'espoir de susciter un coup d'Etat militaire salvateur, fomenté par de jeunes capitaines « irréductibles », espoir déçu par la prise en main des affaires par un Etat major justifiant précisément son intervention par le risque

d'explosions de confrontations centrifuges. Quant au pouvoir prétorien, il se fonde avant tout sur la force des armes et se manifeste par la répression musclée de toutes les formes d'« indiscipline ». Mais cette politique est considérée par certains opposants comme fonctionnant au service d'un Establishment à dominante nordiste. Dénoncée aujourd'hui par le camp « démocrate », cette violence établie empêche celui-ci de lui opposer une force populaire et, selon ses adversaires, de lui substituer sa propre violence partisane et clientéliste. La justification invoquée par le régime pour différer son retour aux casernes - un retrait qui ne pourrait être que conditionnel, comme en 1979 - est le risque d'une explosion d'affrontements armés débouchant sur une partition du pays, sous estimé par l'élite civile mais secrètement ravivé par celle-ci dans le cadre de la rivalité opposant ses diverses fractions. Ce risque est périodiquement illustré par des affrontements ponctuels résultant de mobilisations communautaristes activant l'un ou l'autre des champs de polarisation évoqués plus haut : confrontations régionalistes, ethniques, confessionnelles, historico-communautaires, socio-économiques, clientélistes, etc., ou mobilisations hybrides fondées sur l'amalgame de plusieurs champs identitaires porteurs de confrontations. Certaines de ces éruptions agonistiques débouchent sur la menace d'une partition à la biafraise. Parmi ces menaces, la plus inquiétante est incontestablement celle qui se trouve engendrée par le déploiement d'un courant islamiste rappelant les heures sombres du « jihad » septentrional du XIXème siècle, soutenu de l'extérieur du pays et se manifestant par de multiples agressions à l'encontre des musulmans modérés, des chrétiens ou des adeptes d'autres religions. Cette mouvance met en avant des revendications inacceptables par un Etat laïque, comme celle d'une « purification confessionnelle » des aires proclamées « islamiques » (islamic areas) ou de l'instauration d'un ordre « islamique » à l'échelon du pays, où les musulmans seraient majoritaires [8]. Le spectre d'une guerre confessionnelle s'est également trouvé ravivé par l'insurrection spectaculaire fomentée sous couvert du « jihad » islamique par la secte messianique des disciples d'un marabout hétérodoxe (Maitatsine) qui a mis plusieurs métropoles du nord du pays à feu et à sang, de 1980 à 1985 [9]. La guérilla urbaine conduite par les membres de cette secte et la répression aveugle exercée par les forces de l'ordre et des milices populaires mobilisées à cette occasion se seraient traduites par plusieurs milliers de morts. La panique déclenchée par la violence des « fanatiques », leur omniprésence, la conjonction de leur offensive avec l'intervention libyenne au Tchad, ont contribué au réveil d'un imaginaire de complot « islamique » très prégnant chez les adeptes d'autres confessions et d'autant plus qu'il est périodiquement illustré par des pogroms anti-

chrétiens affectant divers Etats fédérés septentrionaux. C'est dans un tel contexte qu'a eu lieu la tentative de coup d'Etat sécessionniste d'avril 1990, qui se proposait une partition du pays sur des bases régionalo-confessionnelles. L'éventail de la violence nigériane ne se borne pas à ces champs communautaristes relativement bien balisés. Il couvre, en outre, un vaste champ de criminalité dont l'exubérance et les excès entachent la réputation du pays dans le monde entier. En premier lieu, le boom pétrolier, l'exode rural, la crise économique, une corruption généralisée ont engendré un sous-prolétariat urbain au sein duquel s'est développée une culture du cynisme et de la mort, suicidaire, intéressée ou gratuite, et surtout d'opposition à l'Etat et aux forces de l'ordre qui s'emploient à réprimer ses manifestations criminelles. Aux attaques à main armée de voitures sur les autoroutes, de cargos dans les ports, de passants, aux incendies d'immeubles privés ou publics et aux assassinats répondent les bavures policières ou militaires, l'exécution spectaculaire (qualifiée de bar beach show, d'après le nom de la plage de Lagos ou sont mises en scène les exécutions publiques) des condamnés. Le « milieu » et la police se livrent une véritable guerre, à base de raids, de barrages, d'agressions mutuelles, sachant que certains membres des forces de l'ordre, et parfois les tribunaux, sont volontiers soupçonnés par le public de double-jeu. Ces agissements s'accompagnent d'un important trafic de drogue, de prostitution, de contrebande. Ils entretiennent un climat de terreur et de vindicte qui débouche sur l'organisation de milices de vigiles destinées à protéger les citoyens menacés et des mouvements de foules « en colère » se traduisant par le lynche, notamment par l'essence et le feu, des suspects de vol ou de crime [10]. Par contre certains bandits, tel le célèbre Anini The law, qui tint longtemps la police de l'Etat de Bendel en haleine, en 1986 [11], sont considérés comme des héros vengeurs, à la manière de Robin des bois ou de Mandrin, du fait de leur contestation d'un pouvoir dénoncé comme aussi corrompu mais hypocrite et des agissements d'une police dont les contrôles incessants sont l'occasion d'exactions mal supportée par les citoyens. De nombreux bandits jouent le rôle de martyrs du même pouvoir et de ses oeuvres tout autant criminelles, incarnant la misère du citoyen, jusqu'au pied du poteau d'exécution. Quant au lynche populaire, qualifié d'instant justice, il se produit également dans diverses circonstances étrangères au domaine de la criminalité crapuleuse, notamment lors de confrontations politiques ou clientélistes [12]. En période démocratique, certains partis politiques n'hésitent pas à recruter des membres de l'underground dans leurs milices lors des périodes électorales, au risque de violences supplémentaires. A ces errements s'ajoute le vaste domaine du « crime rituel » qui s'étend à la pratique renouvelée des sacrifices



humains, dont les auteurs sont motivés par divers intérêts communautaires ou privés ou par la convoitise. C'est ainsi que la presse nigériane fait état périodiquement de la découverte de pratiques sanglantes à fondement magique dont l'objectif est de procurer aux fabricants de charmes, de fortune, d'invisibilité, d'invulnérabilité, de séduction, des organes censés efficaces [13]. De tels usages, qui accroissent le climat de terreur et de violence et dévalorisent la vie humaine, sont en général minimisés ou déniés par les pouvoirs publics et les élites, en dépit des révélations de la presse, des églises, des tribunaux. Ils n'en contribuent pas moins à inscrire la violence dans l'imaginaire et la pratique quotidienne des masses populaires. Tel est le climat général dans lequel s'inscrit la violence juvénile.

### **La condition juvénile au Nigeria : une jeunesse entre tradition et exclusion**

Une grande partie de la jeunesse nigériane demeure intégrée à des cadres sociaux « traditionnels », ou du moins réputés tels, qui confèrent aux jeunes une position particulière, inférieure par rapport à leurs aînés mais positive et attachée à des fonctions spécifiques, de droits et de devoirs assurant leur insertion au sein de leur communauté. Ces considérations valent surtout pour les jeunes gens de sexe masculin, dont la catégorie s'étend assez loin dans l'échelle des âges, puisqu'ils peuvent demeurer dans la classe des « jeunes » jusqu'à vingt-cinq ou trente ans, voire jusqu'à leur accession au rang des chefs de famille. Les jeunes filles, quant à elles, sont souvent mariées très jeunes et échappent alors à ce statut. Dans certaines sociétés, les jeunes gens accomplissent leur socialisation dans le cadre de sociétés d'initiation où ils se voient confier diverses fonctions, notamment en ce qui concerne les manifestations religieuses, les travaux agraires collectifs, l'entretien de la propreté du village et les fêtes. Ils animent notamment les masques, qui incarnent moins ancêtres ou divinités ancestrales que les coutumes locales et l'identité de communautés par ailleurs converties au christianisme, en certains cas. Dans le passé, ces fonctions s'accompagnaient de tâches guerrières, tâches qui peuvent se trouver réactivées à l'occasion de conflits intercommunautaires ou politiques modernes. En milieu musulman, la plupart des garçons fréquentent les écoles coraniques qui fonctionnent en marge de l'éducation moderne. Les communautés que constituent ces élèves (almajirai) et leurs maîtres forment un

cadre de vie fermé, notamment dans une fraction rurale et pauvre de la société septentrionale où les parents confient leurs enfants à des maîtres vivant du revenu des aumônes offertes par la population à leurs élèves. La mendicité est ainsi une activité usuelle de ces enfants, coupés de leurs familles une partie de l'année, et vivant sous la férule de maîtres intransigeants et exigeants. Une telle formation les prédispose peu à affronter les conditions de vie modernes, sauf à poursuivre leurs études religieuses et obtenir des fonctions juridiques ou cléricales. Mais elle définit une condition à part. Au sein de leur famille, les jeunes gens sont également en partie dépendants de leurs parents, notamment pour payer la dot qui leur permettra de trouver une épouse. Mais une grande partie des jeunes gens d'aujourd'hui échappe à de telles situations. Il en est ainsi, notamment, du fait de l'éclatement de la famille, de la scolarisation, de l'exode rural, de l'attrait des villes, de l'appauvrissement, du refus croissant des parents d'entretenir leur progéniture et des possibilités offertes par la vie moderne aux jeunes gens de vivre de bourses et d'emplois autonomes. Beaucoup d'entre eux vivent hors du cadre familial, se livrent à des petits métiers, poursuivent leurs études dans les collèges et campus universitaires, dont ils sortent pour trouver un emploi rémunéré ou vivent d'expédients. Le maintien d'un secteur commercial et artisanal informel très important permet à nombre d'entre eux de s'insérer dans ses filières. Certains, privés du support de parents incapables de les contrôler ou répugnant à les entretenir, sombrent dans la délinquance ou s'intègrent aux milieux d'underground urbains. Bon nombre de filles ou de très jeunes femmes mariées mal à l'aise dans un foyer dominé par un époux non désiré, polygame, âgé, désireuses de vivre une vie plus exaltante ou en quête de ressources, glissent dans la prostitution. Quant aux jeunes gens, ils peuvent chercher leur voie dans des bandes organisées aux ressources inavouables. Tel n'est pas le cas de ceux appartenant à des familles aisées, qui suivent des parcours scolaires et universitaires modernes, parfois à l'étranger, et ne rentrent au pays que pour trouver un emploi et se marier. Beaucoup de jeunes gens, même membres de familles aisées, subissent une forte frustration sexuelle, liée au coût du niveau de vie, du logement, à la question de la dot maritale, dont le prix atteint dans certaines sociétés des montants élevés, empêchant les garçons de trouver femme, d'épouser les jeunes filles de leur choix ou de leur âge, ou de séduire des jeunes filles. Celles-ci subissent la loi de leurs familles et des coutumes ostentatoires. Elles sont souvent davantage attirées par les adultes fortunés que par leurs condisciples désargentés, ou fortement encadrées par leurs familles, ou églises, soucieuses de les canaliser vers le mariage. Quant aux femmes disponibles, elles sont toujours chères - trop pour des chômeurs ou



des étudiants dépourvus de ressources - et parfois poursuivies par les censeurs. En milieu musulman septentrional, où la pratique de la claustration des épouses est répandue, ainsi que la polygamie, monopolisée par les adultes, et où les activistes islamiques contrôlent de très près la vertu des filles, le respect d'une discrimination sexuelle, l'imposition d'un vêtement féminin « islamique » assorti d'un comportement féminin général de réserve, la frustration de l'élément masculin est plus grande encore, et d'autant plus que les jeunes filles non-musulmanes, dont le comportement est plus libre, préfèrent les jeunes gens de même origine. Cette situation favorise des comportements délinquants d'agression sexuelle ou de sanction de la marge de manoeuvre féminine. Chez les jeunes filles, elle peut se traduire par des comportements conformistes ou militants confortant la discrimination ambiante, souvent à l'encontre des partenaires d'autres confessions ou origines.

**La jeunesse dans la cité** En dépit des caractéristiques spécifiques de ses diverses conditions, la jeunesse nigériane occupe une place importante au sein de la société. Il en est d'autant plus ainsi qu'elle est démographiquement majoritaire : 53% de la population du pays a moins de vingt ans. Par ailleurs, les jeunes sont souvent les premiers à quitter la campagne pour la ville et à supporter le poids de la crise économique. Ils sont également plus sensibles aux dysfonctions socio-économiques de leur société, au règne de l'argent, à la corruption ambiante, à la dictature militaire et forment une sorte de contre-pouvoir diffus, capable de poussées de violence. En outre, compte tenu de la raréfaction des emplois, la plupart recourent à de petits métiers à la lisière de la délinquance, lesquels ne diffèrent qu'en degré des agissements adultes, où participent aux activités du milieu d'underground. Les millions de jeunes que compte le Nigeria n'entrent évidemment pas tous dans la marginalité. Beaucoup occupent une place décisive dans l'exploitation familiale, agricole, pastorale, commerciale ou autre, dans la vie du village, dans celle de leur église, de leur confrérie, ou de leur secte, dont la plupart comportent une aile jeune. Un grand nombre s'inscrit dans des réseaux commerciaux informels complexes à base clientéliste. Les périodes de démocratie sont également l'occasion pour nombre d'entre eux de participer aux activités militantes des partis politiques, voire des « mafias » qui s'organisent alors autour de certains candidats locaux pour contrer le prosélytisme de leurs adversaires, rallier les électeurs à leur cause, coller leurs affiches, voire se livrer à des actes d'intimidation musclée, en certains cas. La jeunesse possède également ses espaces propres, dont les plus importants sont les espaces scolaires ou les campus universitaires. Les jeunes s'y retrouvent entre eux et s'organisent sur

la base d'associations propres : syndicats étudiants, dont les branches locales de la National association of Nigerian students (NANS), mouvements chrétiens divers, dont les cellules activistes du courant pentecôtiste, engagées dans une activité prosélyte souvent provocatrice, cellules musulmanes de la Muslim Student Society (MSS), qui regroupe la majorité des élèves et étudiants musulmans, notamment dans le nord, associations régionales, ethniques. Notons le rôle, typique du folklore étudiant, de pseudo associations secrètes, dont la célèbre National Association of Seadogs (Association nationale des lamantins) et la Pirates Confraternity, qui associent des festivités gaillardes, des activités non-conformistes et des actions plus politiques, vouées à la défense des idéaux laïques et démocratiques, ainsi que d'autres associations plus occultes, aux activités plus douteuses, notamment dans le domaine des activités rituelles, qui sont souvent accusées de violences occultes, voire de meurtres. On y trouve également des noyaux activistes « révolutionnaires » d'inspiration marxiste et des réseaux islamistes avides d'imposer leur éthique et volontiers agressifs à l'égard des autres étudiants accusés d'immoralité, ainsi que des fractions de partis politiques reconnus. Le microcosme étudiant est ainsi, en marge d'une société adulte plus morose, un lieu effervescent, où se multiplient les affrontements, mais qui se caractérise par une commune hostilité vis-à-vis des forces publiques, avec lesquelles ce milieu se situe dans une situation de guerre larvée, ponctuée de violences réciproques souvent spectaculaires, car la moindre ingérence policière dans les campus déclenche des manifestations de solidarité, parfois assorties de batailles rangées entre étudiants et policiers, dans tout le pays. L'univers étudiant possède ses propres élites, ses traditions et joue un rôle d'avant-garde dans la vie politique du pays, en liaison avec le reste de la jeunesse et l'intelligentsia. Comme partout, celle-ci est fortement influencée par la « culture jeune » mondiale, en prise directe sur les manifestations des ghettos nord-américains, diffusée par les médias et relayée par des artistes locaux, dont le célèbre Fela Anikulapo Kuti, bien connu en Occident pour ses attitudes provocatrices [14]. Cette culture impose ses moeurs, ses modes vestimentaires, musicales, et surtout ses valeurs contestataires vis-à-vis de l'ordre adulte. Par toutes ses manifestations, elle s'inscrit dans une avant-garde dressée contre les injustices, la corruption ambiante, la dictature militaire, ce qui lui confère un rôle politique important, renforcé par l'image des contestations afro-américaines ou palestiniennes. Car elle est la première, et parfois la seule, force à descendre dans la rue pour affronter les forces de répression à l'occasion de campagnes de protestations contre les mesures impopulaires du gouvernement et autres abus policiers. Toutefois une

fraction de ce corps particulier, de confession musulmane, se désolidarise de ces positions et inscrit sa contestation dans le cadre du courant islamiste mondial, qui trouve ses référents en Palestine, en Iran, en Algérie ou dans les banlieues américaines où se développe le mouvement de la Nation de l'Islam [15]. Les valeurs de cette mouvance sont opposées à celles du courant libertaire, qu'elle combat. Elle se rattache aux organisations islamistes adultes du pays ou de l'ensemble de l'oumma islamique. Sous tous ces aspects, nous assistons à la montée en puissance d'une affirmation identitaire juvénile spécifique s'inscrivant en position de rupture vis-à-vis du reste de la société, qui cherche ses pôles d'identification hors du monde adulte local et qui, dans l'état actuel de soumission de la masse de la population au pouvoir prétorien, soumission qui déconsidère encore davantage les adultes, se perçoit comme le dernier carré de défense des valeurs oubliées par ceux-ci, et un ferment rédempteur. Une telle attitude n'empêche pas, toutefois, certains de ceux qui s'en réclament de participer par ailleurs aux turpitudes qu'elle dénonce, pour survivre. A l'inverse, une grande majorité de jeunes, notamment en milieu féminin, ne partage que de loin ces positions.

## **Violences juvéniles**

C'est dans le cadre dont nous venons d'esquisser les contours que nous constatons aujourd'hui le développement d'une violence juvénile qui modifie sensiblement l'image même de l'enfance et de l'adolescence. A la figure de l'enfant victime absolue, dont les violences subies suscitent l'émotion universelle, se substitue ou se juxtapose celle de l'enfant bourreau. La première, illustrée par la photo de l'enfant « biafraïse » famélique victime d'un génocide diffusée dans le monde entier à l'époque de la guerre civile, suscite périodiquement des solidarités compassionnelles, notamment contre les forces de l'ordre ou les criminels coupables d'infanticide. Mais elle est en partie ternie par d'autres images où l'enfant armé se livre à des violences tout aussi inadmissibles.

**Insertion des jeunes dans les circuits de violence nationaux** En premier lieu, et en dépit de leur spécificité catégorielle, les jeunes nigériens sont loin de constituer un corps cohérent à tous les niveaux. Ils se redistribuent en effet sur la base des différentes polarisations identitaires communautaristes centrifuges qui sollicitent tous les citoyens du pays, ce qui les conduit à s'affronter entre eux, et à se

fondre dans la masse des citoyens ou de leurs communautés spécifiques. Il en est d'autant plus ainsi que, dans la plupart des cas, les mobilisations communautaristes s'effectuent sous la forme de mouvements de foule spontanés, liés à des situations réactionnelles imprévues. Ces situations attirent en général les enfants et les adolescents, qui s'infiltrent parmi les protagonistes et prennent part aux confrontations ou aux lynchages sans que nul ne les retienne. En d'autres cas, ce sont des organisations juvéniles qui prennent l'initiative de déclencher les confrontations, notamment avec les forces de l'ordre, suscitant ensuite des réactions de solidarité de la part des adultes. Parfois également, les agitateurs s'efforcent d'interposer des enfants entre eux et les forces de l'ordre. Beaucoup d'enfants jouent également un rôle marginal mais efficace dans les mouvements de rue, en mettant le feu aux véhicules ou aux bâtiments, en harcelant la police ou en contribuant à la diffusion des rumeurs. Ils jouent un rôle décisif, en liaison avec les activistes étudiants, dans le cas de manifestations de rues motivées par des décisions économiques ou politiques jugées intolérables. Ils sont au premier rang des pogroms hybrides à caractère xénophobe opposant des autochtones et des immigrés, à tous les niveaux de la constellation fédérale du pays, sur la base d'oppositions régionales, ethniques, confessionnelles, historico-communautaires. D'une manière générale, les organisations activistes étudiantes jouent un rôle décisif dans les mouvements contestataires, à côté des organisations politiques et des syndicats, et il n'est pas possible de les dissocier de leurs partenaires, qui les comptent parmi leurs forces. Les organisations confessionnelles utilisent également fréquemment les enfants à des fins provocatrices. Tel fut le cas des premières missions chrétiennes, dont les écoles formaient des enfants déracinés à qui certains missionnaires inculquaient le rejet des rituels traditionnels et que l'on poussait à des actes iconoclastes à des fins de déstabilisation. Tel est également aujourd'hui le cas des églises pentecôtistes, dans leur agitation provocatrice, ainsi que celui des maîtres coraniques et autres organisations islamiques, mêlant les jeunes à leurs confrontations. On ne saurait oublier, par ailleurs, la participation des enfants aux « meurtres rituels » dont ils sont souvent les victimes, mais dont ils peuvent être aussi les instigateurs ou les associés, notamment en rabattant leurs camarades ou des adultes vers les auteurs de sacrifices crapuleux destinés à la confection de charmes [16].

**Violences spécifiques des milieux juvéniles** Il existe, en outre, des violences spécifiques des milieux juvéniles : un premier cadre de violence de cet ordre est d'ordre sexuel : il se manifeste par des viols collectifs de jeunes filles ou de jeunes femmes par des jeunes gens,

manifestant la misère sexuelle de ces derniers dans le cadre de la situation évoquée plus haut. Ces actes délinquants diffèrent surtout de ceux commis par les adultes par le fait qu'ils sont accomplis en bande et de façon parfois systématique. Ils sont d'autant plus fréquents que, nous l'avons vu, les jeunes gens ne peuvent soutenir la concurrence des hommes adultes détenteurs de moyens de séduction, notamment financiers, supérieurs auprès de jeunes filles mesurant leurs faveurs à l'aune des libéralités de leurs soupirants, souvent provocatrices dans leur comportement, mais peu disposées à se donner à n'importe quel partenaire. Par ailleurs, les jeunes gens supportent souvent mal les discriminations établies par les autorités entre étudiants et étudiantes sur les campus. De nombreuses éruptions de violence embrasant des campus entiers sont motivées par de tels interdits. Il existe également des bandes organisées qui enlèvent les jeunes femmes dans la rue pour les soumettre à leurs désirs, telle la bande de Kano dont les membres s'attribuaient le titre de « jeune mariés » [17]. Les organisations confessionnelles chrétiennes ou islamiques juvéniles ont une réaction opposée, qui consiste à renforcer l'interdit adulte en s'interdisant toute atteinte aux bonnes mœurs et en imposant à leurs camarades, filles ou garçons, la même restriction. Cette ardeur moralisante débouche sur des violences à l'encontre des jeunes filles qui refusent de se plier à leurs injonctions, de porter des vêtements « décents » ou de se tenir à l'écart des garçons, et même en certains cas des femmes célibataires, accusées d'indécence du fait de leur seul célibat. Dans certaines villes du Nord, les autorités ont forcé les femmes célibataires à trouver un mari sous le prétexte que le célibat est un facteur de sécheresse, au nom de croyances traditionnelles. Dans ce contexte, des bandes d'enfants se sont livrées à des exactions qui rejoignent les charivaris villageois mais s'avèrent plus violents. Les mêmes censeurs entendent empêcher les autres étudiants de pénétrer dans les locaux réservés aux filles ou d'organiser des fêtes mixtes sur les campus, attitude qui suscite la réaction musclée des étudiants favorables à la mixité, soutenus par le syndicat étudiant [18]. De telles divergences, qui se superposent à des oppositions communautaristes endémiques, engendrent périodiquement des batailles rangées entre jeunes gens, incitant les autorités à fermer les campus ou à sévir à l'encontre des meneurs. Ces autorités profitent parfois également de l'occasion offerte par ces violences plus ou moins télécommandées pour interdire les associations les plus contestataires. Il existe même dans certains campus septentrionaux une stratégie délibérée de la part des noyaux activistes islamistes visant à susciter de telles violences pour amener l'administration à renforcer le caractère « islamique » du lieu, voire à en exclure les non-musulmans. Ce dernier type de violence s'inscrit, en fait, dans un vaste champ de violence juvénile

propre aux établissements scolaires ou universitaires, dont nous avons déjà évoqué la spécificité. Le milieu scolaire, et plus encore les campus universitaires constituent un milieu sensible, toujours prêt à s'enflammer. Le plus souvent, les explosions ont pour cause des réactions spontanées à des conditions de vie ou à des mesures affectant le bien-être des jeunes : retard de bourses, mauvaises conditions de logement, de travail, de communication avec l'extérieur, discipline jugée abusive imposée par les autorités, ingérences du pouvoir. Elles peuvent également se produire dans le cadre d'une contestation globale de celui-ci, ou de certaines mesures gouvernementales jugées contraires aux droits du citoyen, de l'homme, à la justice sociale. Cette « culture de campus » s'est développée sous l'influence du mouvement contestataire étudiant international né aux USA, en 1964 et en France, en 1968. Elle débouche sur des manifestations contestataires spectaculaires souvent contagieuses, qui peuvent déborder des espaces réservés et s'accompagner de violences qui suscitent des répressions engendrant elles-mêmes des réactions vindicatives pouvant affecter divers établissements, voire tous ceux du pays, à l'appel des syndicats. Le meurtre d'un étudiant déclenche en général une réaction immédiate de solidarité qui débouche fréquemment sur des violences et des confrontations avec les forces de l'ordre. Nonobstant la solidarité « jeune », ces espaces juvéniles clos sont également le théâtre de confrontations multiples entre membres de communautés régionales, ethniques, confessionnelles, idéologiques, politiques, clientélistes diverses, aussi bien que d'associations étudiantes rivales. Alors que la société adulte est soumise à un contrôle militaire et policier étroit qui rend difficile les manifestations de rues, collèges et campus expriment, amplifient, systématisent les contradictions du pays, osent exprimer les récriminations refoulées et défier le pouvoir. Il en est d'autant plus ainsi qu'existe une tradition écolière de confrontation avec la police. Cette volatilité et cette propension à une radicalité débouchant sur une violence tous azimuts propre aux milieux juvéniles leur vaut en effet l'hostilité a priori des forces de l'ordre, toujours prêtes à considérer les jeunes comme de dangereux auteurs de troubles, des casseurs, des délinquants, cibles principales des répressions musclées. Cette attitude systématique engendre à son tour des réactions vindicatives, débouchant sur des provocations, voire des représailles systématiques à l'encontre de leurs persécuteurs. Cette guerre larvée peut être relancée par des provocateurs adultes soucieux de créer des désordres susceptibles de déstabiliser un pouvoir qui ne peut être affronté en face. Il est plus facile de susciter la mobilisation vindicative d'une foule ou d'une communauté lorsque les forces de répression ont fait des victimes parmi les enfants ou les adolescents. Réciproquement, des

provocateurs manipulés par les pouvoirs peuvent susciter des violences juvéniles servant de prétexte à la fermeture des universités, à l'interdiction des syndicats étudiants, au blocage de contestations montantes, privant l'opposition nationale ou locale d'une marge de manoeuvre efficace.

## **Stratégies de manipulation de la violence juvénile**

Outre ces agissements machiavéliques de pouvoirs décidés à réduire la contestation étudiante ou juvénile organisée, la jeunesse offre un champ d'action éminemment propice aux stratégies d'éléments contestataires ne trouvant pas en milieu adulte de troupes aussi disponibles, aussi généreuses de leur vie et fascinées par les situations héroïques.

**La jeunesse, avant-garde révolutionnaire et contestataire** En premier lieu, le milieu jeune, notamment scolaire et étudiant, est un vivier où syndicats, groupuscules activistes, partis politiques, « démocrates » et autres militants des « droits de l'homme », qui se recrutent surtout au sein de l'intelligentsia, trouvent une marge de manoeuvre relativement disponible. Celle-ci est travaillée et encadrée par des militants activistes, un syndicalisme étudiant indépendant et bien structuré et des associations nombreuses ouvertes à leurs mots d'ordre et capables de mobiliser des militants en nombre. La jeunesse des rues est également en grande partie disponible pour des manifestations spectaculaires de contestation ou d'opposition à un régime détesté, à l'appel des grandes organisations syndicales ou politiques « progressistes ». Par contre, ces manifestations mobilisent également des éléments juvéniles incontrôlables, de sorte qu'elles dégénèrent souvent en violences gratuites, pillages, incendies de véhicules ou de bâtiments appelant en retour une répression musclée, laquelle se justifie de ces débordements. Par ailleurs, l'importance de la population du pays, sa structure fédérale et surtout l'existence de multiples foyers de polarisation communautaristes qui déchirent le tissu social interdisent aussi bien les explosions cohérentes qui, en d'autres Etats moins peuplés, plus centralisés, permettent d'abattre des régimes à partir d'émeutes de rue limitées à la capitale que des mobilisations de masse à l'échelle du pays tout entier. Compte tenu de la puissance de l'armée, du manque de cohésion des formations partisans civiles, de la crainte d'un chaos toujours latent au sein des masses populaires et de la réticence de celles-ci à s'engager sur le



plan proprement national, les mouvements contestataires, incapables de déboucher sur des mouvements de type révolutionnaire, sont rapidement circonscrits, au grand dam de petits noyaux militants d'inspiration marxisante rêvant de renverser par la force le règne d'un Establishment qui contrôle et verrouille tous les rouages de la fédération, rêve toujours déçu. Les mobilisations juvéniles sont généralement sans lendemain. Fortement médiatisées (le Nigeria possède une presse très diverse en grande partie indépendante), elles n'en constituent pas moins un élément de contre-pouvoir efficace limitant la toute puissance du pouvoir. Lors des affrontements électoraux qui jalonnent la brève existence des régimes démocratiques, en outre, la jeunesse est fortement sollicitée par les différents partis ou factions clientélistes en compétition. Ici encore, l'intervention des jeunes dans ces compétitions souvent impitoyables accentue le caractère violent de ces campagnes, sous la forme de lynchages de partisans ou candidats adverses, de dégâts, de menaces.

**La jeunesse musulmane, fer de lance du fondamentalisme islamique** Alors que les tendances « révolutionnaires » d'inspiration marxiste marquent le pas ou sont en régression, comme on a pu le constater après leur échec lors des élections de l'été 1979 et celui des régimes issus de cette tendance ayant accédé au gouvernorat des Etats de Kano et Kaduna, en octobre 1979 [19], l'essor contemporain des courants « fondamentalistes » musulmans se traduit par un activisme « révolutionnaire » particulièrement efficient au sein de la jeunesse musulmane du pays, notamment dans les Etats du Nord. Au sein de ceux-ci, en effet, ils réveillent la mémoire de la « guerre sainte » (jihad) islamique du siècle dernier, réinterprétée à la lumière des thèses fondamentalistes modernes issus d'Egypte, d'Iran ou du Soudan. Selon les meneurs islamistes, l'aristocratie musulmane issue de cette « révolution » aurait trahi l'idéal de ses auteurs. Il conviendrait donc de restaurer les idéaux qu'elle entendait imposer par la force. Dans un premier temps, il s'agit d'accomplir une « purification » des aires islamisées (islamic areas) en expulsant toute trace de « paganité » (jahiliyya) et en y imposant un ordre « islamique ». Ce travail purificateur implique le refus de la constitution laïque du pays, la conquête d'un pouvoir corrompu, aux mains des « ennemis de Dieu » et l'instauration d'une République islamique par voie démocratique dans un pays dont le pourcentage de la population musulmane est évalué à 70% [20]. Le nouveau « jihad » bénéficie de l'amalgame courant entre identités confessionnelles, régionales, ethniques ou socio-économiques, l'adversaire étant le chrétien méridional, et plus précisément l'immigrant igbo, cibles, depuis l'indépendance, de pogroms répétés. Il recouvre également un

conflit de pouvoir entre sultans et émirs féodaux, confréries, réformistes et nouveaux leaders fondamentalistes. Ces derniers, qui bénéficient de l'aide de divers Etats ou organisations panislamistes extérieures, d'intellectuels musulmans, nombreux dans les Universités et médersas, de coopérants originaires de pays islamiques orientaux ainsi que de l'appareil juridique islamique des Etats du Nord, ont infiltré diverses organisations musulmanes scolaires et étudiantes, dont l'omniprésente Muslim Students society (MSS). Ils y disputent l'influence des syndicats et autres organisations laïques, transformant collèges et campus universitaires en champs clos de « purification » aux dépens des non-musulmans. Ils militent également pour l'imposition d'uniformes « islamiques » aux jeunes filles une discrimination sexuelle rigoureuse, l'interdiction de la consommation d'alcool et contre les réglementations laïques officielles. Ces principes sont défendus de plus en plus par la violence à l'encontre des autorités, des organisations adverses, des étudiants chrétiens. Des foyers scolaires et universitaires, ils débordent à l'occasion dans les rues, suscitant des manifestations de foules et des pogroms dirigés contre les immigrés chrétiens d'autres parties du pays. Les procès qui ont lieu à l'occasion des exactions de leurs militants sont l'occasion de protestations et de prises de solidarité qui débordent du cadre de leur contestation, soulevant des réactions de solidarité islamique qui sont l'une de principales causes de tension politique du pays, dans la mesure où les non-musulmans s'opposent à ces entorses au principe constitutionnel de laïcité garant d'une coexistence harmonieuse des différentes communautés confessionnelles nigérianes. L'introduction d'uniformes réputés « islamiques » réservés aux jeunes filles musulmanes dans certains Etats du Nord a introduit un facteur nouveau de violence, fondé sur la discrimination vestimentaire opposant, à l'égal de l'étoile jaune nazie, celles-ci à leurs condisciples adeptes d'autres croyances. Le milieu féminin infantile devient par ce biais le théâtre de confrontations jusqu'alors réservées aux adultes de sexe masculin. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises, des fillettes de douze à seize ans se sont livrées à des manifestations contestataires et violentes à l'encontre de leurs camarades chrétiennes, dans plusieurs collèges. Les premières manifestations de jeunes filles musulmanes converties au courant fondamentaliste, sous l'influence de la Muslim Students Society, de plus en plus infiltrée par des éléments intégristes, se sont déroulées dans les établissements scolaires des Etats septentrionaux de Sokoto et de Kaduna, en mai 1981. A une période qui se situe au début de la seconde République, dont le président, M. Shehu Shagari, était un leader musulman de cette région et où le « jihad » de la secte hétérodoxe de Maitatsine avait mis la métropole de Kano à feu et à sang, des centaines de fillettes converties au

modèle de la révolution islamique iranienne avaient refusé de chanter l'hymne national, jugé « idolâtre » et de prêter serment à la constitution laïque du pays, au nom de slogans tels que : « Seul l'islam », ou : « Seul le jihad » [21]. Ces manifestations avaient rapidement été circonscrites par le gouvernement. D'autres manifestations du même type devaient par la suite affecter divers établissements scolaires et universitaires du pays, débouchant sur des affrontements répétés entre activistes islamistes, organisations syndicales, progressistes, confessionnelles et communautaristes diverses, notamment à Kano, Maiduguri et Kaduna, en novembre 1982 [22]. Elles ont pris aujourd'hui un tour plus inquiétant.

### **Cas exemplaires de violence juvénile à référent confessionnel**

Parmi ces explosions de violence, nous évoquerons deux cas exemplaires, dont les effets sur la dynamique sociale, politique, confessionnelle adulte ont été considérables, dans la mesure où elles ont fonctionné comme des détonateurs, dans le cadre de tensions très vives et de stratégies manipulatoires extérieures au milieu juvénile

**L'affaire du collège d'éducation de Kafanchan (5/3/87 - 8/3/87)** Bien caractéristique de la dynamique de confrontation ethno-confessionnelle spécifique du Nigeria du Nord, cette affaire a eu pour cadre initial un collège de la ville ferroviaire de Kafanchan, située au sud de l'Etat de Kaduna, dans une zone où coexistent musulmans et chrétiens, membres de l'ethnie hausa, immigrants récents mais dominateurs, et de « minorités » autochtones ou immigrants igbos, nordistes et sudistes. Ses acteurs ont été des élèves d'enseignement secondaire, garçons et filles [23]. Les troubles ont éclaté à l'occasion d'une conférence organisée par l'association de « Christian fellowship » du collège, manifestation autorisée par la direction du collège. Dans un premier temps, les élèves musulmans appartenant à la branche de l'association étudiante musulmane (MSS) de l'établissement se sont élevés contre l'apposition par les organisateurs d'une banderole portant l'inscription : Bienvenue à la Mission 1987 dans le Campus de Jésus (« in Jesus campus »). Jugée provocatrice, cette banderole a été retirée sur ordre de la direction. Le jour venu, soit le samedi cinq mars 1993, le principal prédicateur invité - le Révérend Bako, enseignant à l'université Ahmadu Bello de Zaria - était un musulman converti au christianisme et donc apostat du point de vue des musulmans, venu commenter à son auditoire chrétien sa conversion. Bien que son intervention fut prononcée dans un espace clos, devant ce seul auditoire, une jeune fille musulmane, infiltrée

dans la salle de conférence, aurait écouté ses arguments qu'elle aurait jugé injurieux vis-à-vis de l'islam. Se précipitant vers la bibliothèque de l'établissement, où se trouvaient de nombreux élèves de sa confession, elle a ameuté ceux-ci au nom de la défense de l'islam. Ces élèves se sont alors portés vers le lieu du délit, manifestant une attitude de plus en plus agressive à l'encontre de l'orateur et de leurs condisciples chrétiens. L'intervention de deux fonctionnaires de l'établissement alertés par les responsables de l'organisation n'est pas parvenue à calmer les protestataires. Ceux-ci exigeaient des excuses que l'intéressé se refusait à présenter, niant avoir tenu les propos diffamatoires qui lui étaient prêtés. Les élèves chrétiens défendant leur orateur, une bataille rangée s'ensuivit. Agressés par leurs adversaires, les élèves chrétiens parvinrent cependant à fuir par un sentier de brousse et à gagner la ville, où l'affaire a suscité l'émotion de leurs parents. Alertés, les parents musulmans auraient pris le parti de leurs enfants. Dans la nuit, un petit groupe de musulmans mettait le feu à une église. Des chrétiens ripostaient en brûlant une mosquée. L'intervention des autorités et de personnalités musulmanes devait calmer la tension. Le dimanche, cependant, tandis que les chrétiens étaient à leurs offices, des éléments musulmans auraient été surpris avec des combustibles destinés à incendier d'autres églises. Un cycle de confrontations et de représailles mutuelles a alors opposé les habitants de la ville entre eux. L'intervention des forces de l'ordre a mis un terme à l'engagement. Mais des élèves originaires d'autres parties de l'Etat, relayés par les militants de la MSS, ont propagé à l'extérieur la rumeur selon laquelle des chrétiens assassinaient des musulmans à Kafanchan et brûlaient les mosquées. Cette rumeur, reprise par certains médias, a gagné une partie du Nord, déclenchant une vague de violence sans précédent dont les relais furent notamment les Universités Ahmadu Bello de Zaria et Bayero de Kano, dont les étudiants islamistes ont agressé leurs condisciples chrétiens, et les élèves des écoles coraniques de l'Etat de Kaduna, assistés d'adultes « en colère ». Au terme de trois jours d'émeutes, nécessitant l'instauration d'un état d'urgence et l'intervention de l'armée, on recensait vingt morts officiels, 155 églises incendiées, ainsi que des dizaines de maisons, d'établissements de boisson, de nombreuses mosquées détruites, dans le seul Etat de Kaduna. Des chrétiens avaient été agressés, poussés à parjurer, des tombes profanées, dont celle du père du colonel Gowon, ancien chef d'Etat. Une grande partie des immigrants méridionaux, notamment igbos, ont fui une terreur qui leur rappelait trop bien les pogroms de 1963 et 1966, prémices du « génocide » biafrais. Les commissions officielles d'enquête nommées par les autorités devaient susciter des confrontations nationales, des efforts infructueux de la part du gouvernement pour associer les

organisations musulmanes et chrétiennes les plus représentatives au sein d'une instance consultative commune, un procès destiné à juger 152 prévenus arrêtés au cours des émeutes une mobilisation sans précédent des organisations musulmanes septentrionales au nom de la solidarité islamique, conférant à l'incident une portée sans commune mesure avec ses causes. On notera l'omniprésence et l'activisme au cours de tous ces processus de militants juvéniles relevant de la Muslim Students Society, de la Muslim Youth Organisation, affiliée à la World Organisation of Muslim Youths (WAMY), organisation mondiale vouée à la propagation de l'islam dans la jeunesse, ainsi que de noyaux islamistes réclamant l'abolition du régime laïque de la fédération et l'instauration d'une République islamique du Nigeria, au nom du devoir de « jihad ». Ces graves événements, lourds de conséquences quant à la destinée du « géant de l'Afrique », s'inscrivaient dans un contexte démographique, économique, social, ethnique, culturel, confessionnel extrêmement tendu et propice à toutes les manipulations. Le fait marquant, du point de vue de la problématique exposée ici, est le rôle violent joué par de très jeunes gens, filles et garçons, à toutes les étapes des événements évoqués et à tous les niveaux.

**L'affaire du Queen Amina Collège de Kaduna (juin 1987)** C'est dans le contexte des mêmes événements que s'est inscrit un autre affrontement juvénile également fondé sur une confrontation inter-confessionnelle [24]. Cette fois, la confrontation, moins meurtrière mais entrant dans toute une dynamique conflictuelle dépassant de loin le cadre de l'établissement concerné, a impliqué uniquement des fillettes de 12 à 18 ans. Intervenant dans le cadre d'une campagne de « réislamisation » dont la visée politique est indéniable, elle a été suscitée, sinon directement déclenchée, par une revendication de l'Association locale de Parents d'élèves et d'enseignants musulmans (Parent-teachers Association) de l'établissement, adoptée par la direction de celui-ci sans référence préalable au gouvernement, introduisant au sein du collège le port de vêtements « islamiques » réservés aux élèves musulmanes. En l'occurrence, il s'agissait d'une tenue nouvelle importée du Pakistan et couvrant entièrement le corps. Ce vêtement, réservé aux seules adeptes du Coran introduisait d'emblée un « cordon sanitaire » entre celles-ci et les autres élèves, de confessions chrétienne, qui portaient des vêtements de type occidental, jugés « non-islamiques » (unislamic). Cette mesure discriminatoire entrant dans une campagne concernant d'autres établissements scolaires ainsi qu'hospitaliers et visant plus généralement à accroître le clivage entre musulmans et non-musulmans, au mépris des principes laïques de la constitution, cibles

des fondamentalistes . Un des objectifs de cette politique, confondu avec une disposition xénophobe latente visant à chasser les méridionaux du « Saint Nord », était d'accentuer la partition de la fédération sur des lignes ethno et régionalo-confessionnelles et de mobiliser les adeptes de l'islam en vue de l'instauration d'une République islamique. Elle se heurtait à une mobilisation des chrétiens et des tenants de la laïcité, avivée par les événements de Kafanchan et leurs suites, à l'encontre d'un tel hégémonisme. Or, le « Collège de la reine Amina » (une reine de la tradition locale) avait été l'un des fleurons de l'appareil scolaire privé édifié par les missions chrétiennes au Nord du pays, sous le nom de « Collège de la reine des apôtres », avant d'être nationalisé par le gouvernement en 1972. Depuis lors, les musulmans en avaient acquis le contrôle, au grand dam de ses anciens propriétaires, qui réclamaient par ailleurs le retour des établissements confisqués sans compensation dans le giron chrétien. En juin 1981, déjà, les jeunes filles musulmanes y avaient manifesté avec violence en faveur du port du voile dans leur établissement [25]. L'imposition d'un uniforme « islamique » signifiait la détermination des musulmans de conserver le collège et de le gérer à leur gré, tout en marquant les élèves non-musulmanes d'un non-signes soulignant leur spécificité confessionnelle et les désignant aux attitudes discriminatoires de leurs condisciples et de la majorité islamisée. Les élèves chrétiennes et musulmanes étaient déjà par ailleurs confinées dans des dortoirs distincts et des contestations opposaient entre elles les adeptes de repas d'igname (nourriture méridionale) et de riz plus spécifiquement septentrional. L'introduction d'une discrimination vestimentaire devait accentuer ce clivage, les musulmanes reprochant aux « païennes » leurs tenues « indécentes », celles-ci de moquant en retour des nouvelles vêtements de leurs condisciples. Dans ce contexte, les premières se sont livrées à des agressions répétées à l'encontre des secondes, jusqu'au point où ont éclaté des batailles rangées à coup de pierres, de bâtons, de chaînes de métal, voire de machettes. Brandissant des pancartes représentant notamment le sheikh Gumi, leader fondamentaliste musulman du Nord qui venait d'évoquer l'éventualité de l'instauration d'une République islamique nigériane, soulevant les protestations des chrétiens et autres citoyens laïques, elles entendaient forcer leurs condisciples à les regarder, détruisant par ailleurs leurs bibles et chapelets. Celles-ci ripostant, il y eut de nombreuses blessées. Chacun des deux camps confessionnels musulman et chrétien extérieurs à l'établissement, alors en position confrontationnelle, prit le parti de ses coreligionnaires. Seule une intervention ferme des autorités de l'Etat, accompagnée de lourdes sanctions et de mesures de déplacement des enseignantes devait empêcher une résurgence des troubles de juillet. Ici encore, les

fillettes concernées n'étaient pas les seuls acteurs d'un drame attribué par beaucoup à des manipulations extérieures adultes. Mais elles seules avaient transformé leur établissement en un champ clos des tensions affectant le reste du pays, en n'hésitant pas à recourir à la violence. Les faits rapportés ici sont noyés dans un océan de violences affectant établissements scolaires et universitaires sous les prétextes les plus divers, au nom des causes les plus nobles et les plus sordides, de solidarités clientélistes ou communautaristes ou de luttes politiques ou humanitaires alternatives. Ils montrent que l'âge n'est pas une limite à la violence collective, qu'une société à la dérive, où les jeunes générations sont majoritaires, doit compter avec ses enfants. Ils montrent, par ailleurs, que, dans ce pays qui compte près du tiers de la population sud-saharienne, les passions communautaristes sont davantage mobilisatrices que les mot d'ordres révolutionnaires, les révoltes de la faim et autres réactions contestataires. Ils demeurent toutefois de faible importance eu égard aux situations où la violence juvénile se mêle étroitement aux violences adultes, de façon indissociable, situation qui consacre paradoxalement l'intégration du milieu juvénile à sa société.

Professeur à l'INALCO

---

[1] Bach D., *Le Nigeria contemporain*, Paris, CNRS, 1986 ; Isichei E., *A history of Nigeria*, New York, Longman, 1983 ; Nicolas G., "Evolution du système fédéral nigerian", *Le Mois en Afrique*, juin 1987 ; Nicolas G., "Le défi nigerian. Gestation d'une puissance régionale", *Relations internationales*, n° 34, été 1981 ; Nicolas G., "Dynamique géopolitique de la fédération nigerian", *Hérodote*, n° 46, 4° trim. 1987 ; Nicolas G., "le carrefour géopolitique nigérian et les axes islamique saheloguiniens", *Hérodote*, 4° trim. 1984 ; Nicolas G., "Les nations à polarisation variable et leur Etat", in E. Terray (dir), *l'Etat contemporain en Afrique*, Paris, L'harmattan, 1987 ; Nicolas G., "Stratégies ethniques et construction nationale au Nigeria", in J.P. Chrétien et G Prunier (dir.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989 ; Nicolas G., "Le Nigeria. Dynamique agonistique d'une nation à polarisation variable", *Culture & Conflits*, n° 1, Hiver 1990-91 ; Nicolas G., "Religions, sociétés et développement. L'exemple du Nigeria", in *l'Afrique subsaharienne, sécurité, stabilité et développement*, SGDN, Documentation Française, 1993. Voir également Nicolas G., in Y. Lacoste (dir.), *Dictionnaire géopolitique*, Paris, Flammarion, 1993, et *Dictionnaire de géopolitique des Etats*, Flammarion, 1994.



[2] Voir note 1.

[3] L'éphémère République du Biafra, proclamée en mai 1967 et réduite en janvier 1970, correspondait à l'une des quatre composantes de la fédération nigériane, fief de l'ethnie igbo, la Région de l'Est. Née de l'expérience de pogroms subis par les émigrés igbos dans le Nord du pays à la suite du coup d'Etat de janvier 1966, perçu au Nord comme un "coup igbo", violences interprétées comme les prémisses d'un génocide à leur encontre et riche de promesses pétrolières, cette région a mené une guérilla désespérée contre le gouvernement fédéral de Lagos, appuyé par les Grandes puissances, hostiles à l'éclatement du pays. Cette guerre civile a ému l'opinion internationale du fait de ses aspects de "guerre totale".

[4] Nicolas G., "Dynamique agonistique d'une nation à polarisation variable...", op cit. ; Nicolas G., in Lacoste Y. (dir), op. cit.

[5] Asiegbu JUJ, Nigeria and its british invaders, 1851-1920, New York, Enugu, Nok publ. international, 1984 ; Obaro Ikime, The fall of Nigeria. The british conquest, London, Heinemann, 1977.

[6] Anifowose R., Violence and politics in Nigeria. The tiv and yoruba experience, Enugu, Nok publ., 1982 ; Nicolas G., "Le Nigeria, dynamique agonistique...", op. cit.

[7] Ademoyega, Why we struck. The story of the first Nigeria in crisis, Benin city, Ethiop Publ. corpo, 1973 ; Ben Gbulie, Nigeria's five majors, Onitsha, Africana educ. publ. Ltd, 1989 ; A.A Madiebo, The nigerian revolution and the civil war, Enugu, Fourth dim publ, 1980 ; Muffett D J M, Let truth be told, Zaria, Huda Huda publ, 1982 ; Obasanjo O., Nigeria : the chalenge of Biafra, Enugu, Fourth dimension publ, 1980 ; Obasanjo O., Nzeogwu, Ibadan, Spectrum Book ltd, 1987 ; Ojukwu O., Biafra, London, Harper and Row, 1969.

[8] Bala Usman Y, The manipulation of religion in Nigeria, Kaduna, Vanguard Press, 1987 ; Clarke P. B., Islam in Nigeria, Munchen, Kaiser- Grunewald, 1984 ; Doi Abdurahman, Islam in Nigeria, Zaria, Gaskiya corporation, 1984 ; Nicolas G., Dynamique de l'islam au sud du Nigeria, Paris, POF, 1981 ; Nicolas G., Dieu, Marx et les modèles de la "guerre sainte" et du sacrifice au Nigeria, Archives de Science sociale des religions, n° 56, 1983 ; Nicolas G., "Métamorphoses de l'islam nigérian", Le mois en Afrique, aout- sept. 1983-84 ; Nicolas G., "La réduction "religieuse" des visions traditionnelles du monde et ses effets politiques contemporains", in Chrétien J. P. (dir.), L'invention

religieuse en Afrique, ACCT- Karthala, 1993 ; Paden J.N., Religion and political culture in Kano, Los Angeles, Univ. of California press, 1973.

[9] Aniagolu Justice A, "Tribunal reports on Kano disturbances", New Nigerian, 23 nov-28/12/1981 ; Nicolas G., "Guerre sainte à Kano", Politique Africaine, nov. 1981.

[10] Nicolas G., "Cette loi qu'on prend entre ses mains. La pratique de l'instant justice sous la seconde République nigériane", Droit et cultures, n° 7, 1984.

[11] Punch 12/10/86 ; Nigerian Tribune, 6/10/86 ; Sunday Times, 12/10/86 ; Vanguard, 21/10/86 ; National Concord, 25/10/86 ; Guardian, 25/10/86 ; Nigerian Tribune, 30/10/86 ; Daily Sketch 2/11/86 ; Daily Times, 6/11/86 ; Guardian, 8/11/86 ; Daily Sketch 18/11/86 ; Punch, 3/12/86 ; National Concord, 6/12/86 ; Sunday Times, 7/12/86 ; Sunday Concord, 7/12/86 ; Vanguard, 7/12/86 ; Daily Times, 27/12/86 ; Daily Times, 27/1/87 ; National Concord, Punch, 6/2/87 ; Sunday Punch, 28/3/87.

[12] Nicolas G., "Recompositions sacrificielles au Nigeria contemporain", Archives européennes de Sociologie, XXXII, 1991 ; Nicolas G., "Résurgences contemporaines du don sacrificiel", Revue du MAUSS, printemps 1994.

[13] Nicolas G, "Le Nigeria. Dynamique agonistique...", op cit.

[14] Carlos Moore, Fela. Cette putain de vie, Paris, Karthala, 1982.

[15] Cf. notamment, Kepel G., A l'ouest d'Allah, Paris, Seuil, 1994. Le leader très controversé de la Nation de l'Islam jouit d'une certaine audience auprès des milieux fondamentalistes nigériens. L'interdiction par le régime militaire de la conférence qu'il devait prononcer à Lagos en février 1986, à un moment de grande tension motivée par la nouvelle ambiguë de l'entrée du Nigeria dans l'Organisation de la Conférence islamique, a été dénoncée par certains d'entre eux comme l'effet de positions hostiles à l'islam de la part des autorités du pays. Elle servira de référence à l'occasion des troubles confessionnels motivés par la venue à Kano d'un prédicateur évangélique allemand, le 14 octobre 1991, lesquels auraient fait cinq cent morts (Newswatch, 28/10/91 ; Citizen, 21/10/91 ; Le Monde, 14/10/91, 19/10/91).

[16] Nicolas G., "Recompositions sacrificielles...", op cit.

[17] Sunday Triumph, 2/1/83.

[18] Punch, 17/1/81 ; Nigerian Tribune, 23/2/81 ; Sunday New Nigerian, 21/6/81, 12/7/81 ; New Nigerian, 14/3/83, 1/8/83 ; Daily Times, 19/5/83 ; Daily Times, 19/7/83 ; Sunday Punch, 20.2.83 ; New Nigerian, 19/2/83 ; Daily Times, 6/9/83 ; Daily Times, 1/5/84 ; National Concord, 23/8/84 ; National Concord, 4/9/84, 25/4/85 ; New Nigerian, 9/7/85 ; Daily Times, 11/2/85 ; National Concord, 5/2/86 ; Daily Sketch, 15/2/86 ; Daily Times, 24/5/86 ; National Concord, Punch, 24/5/86 ; Sunday Times, 25/5/86 ; Daily Times, Guardian, 26/5/86 ; National Concord, 26/5/86 Daily Times, 27/6/86, 28/5/86 ; National Concord, 28/5/86 ; Daily Times, 30/5/86 ; Nigerian Tribune, 30/5/86 ; Sunday Tribune, 1/6/86 ; Punch, 9/6/86 ; Daily Times, 3/10/86 ; Nigerian Tribune, 10/11/86 ; Vanguard, 29/4/87 ; Daily Times, 30/4/87 ; Guardian, 1/5/87 ; Vanguard, 22/5/87 ; Daily Times, 5/6/87 ; National Concord, 16/6/87 ; Guardian, 7/7/87 ; Sunday Concord, 5/12/87 ; National Concord, 23/12/87.

[19] Asikpo Essien-Ibok (ed.), Political repression and assassination, Kaduna, Gaskiya Corp, 1983 ; Bala Usman, For the liberation of Nigeria, London, New Beacon Books Ltd, 1980 ; Feinstein A., African revolutionary. The life and Times of Nigeria's Aminu Kano, Enugu, Fourth Dimension Publishers, 1987 ; Ladipo Ademolekun, The fall of the second Republic, Ibadan, Spectrum Book Ltd, 1985 ; Nicolas G., Dieu, Marx...., op cit. ; Oyeleye Oyediran (ed.), The Nigerian 1979 elections, Ibadan, Macmillan Nigeria Publ., 1981 ; Rimi Abubakar, Struggle for redemption, Zaria, Northern Nigerian Publishers, 1981.

[20] Le dernier recensement religieux du Nigeria, en 1963, donnait les pourcentages de 47, 2% de musulmans, 34,5% de chrétiens et 18,3% d'adeptes de cultes traditionnels. Il n'y en a plus eu depuis lors, ce qui n'empêche par le Conseil suprême islamique du Nigeria d'avancer aujourd'hui le chiffre de 70% d'adeptes de l'Islam, contesté par les adeptes des autres cultes. C'est néanmoins sur ces bases qu'un bloc musulman a mis en cause la laïcité de l'Etat, lors des deux constituantes de 1968 et 1978 et que le cheikh Gumi, ancien "Grand Khadi" du Nord, a évoqué l'éventualité de la transformation de la fédération en République islamique par le seul jeu démocratique, ouvrant la voie à de vives polémiques assorties de divers affrontements locaux, [[Guardian, 9 et 10/10/1987 ; Nigerian Tribune, 10/10/87 ; Sunday Punch, 11/10/87 ; Nigerian Concord, 16/10/87 ; 19/10/87 ; Nigerian Tribune, 23/10/87).

[21] Cf. New Nigerian, 14/5/81 ; New Nigerian, 15/5/81 ; Daily Tribune, 19/5/81 ; New Nigerian, 27/5/81 ; Daily Tribune, 1/6/81 ; New Nigerian, 3/6/81.

[22] Daily Tribune, 2/11/82.

[23] Vanguard, Daily Times, Nigerian Tribune, Punch, 12/3/87 ; Daily Times, Vanguard, Nigerian Tribune, 14/3/87 ; National Concord, Nigerian Tribune, 18/3/87 ; Punch, Daily Times, 12/3/87 ; National Concord, 17/3/87 ; Vanguard, 22/3/87 ; Daily Times, Guardian, 25/3/87 ; Vanguard, 30/3/87 ; Daily Times, 31/3/87 ; Sunday Concord, 5/4/87 ; Guardian, 3/5/87 ; National Concord, New Nigerian, 25/5/1987 ; New Nigerian, 18/6/87 ; Sunday Concord, 28/6/87 ; Vanguard, 22/7/87 ; National Concord, 26/7/87 ; Daily Times, 10/9/87 ; National Concord, 4/1/88 ; National Concord, 5/1/88 ; New Nigerian, 7/11/88.

[24] Daily Times, 8/7/87 ; Vanguard, 9/7/87 ; Guardian, 10/7/87 ; National Concord, 11/7/87 ; Punch, 18/7/87 ; Guardian, 22/7/87 ; Guardian, Nigerian Tribune, 26/7/87 ; Punch, 29/8/87.

[25] New Nigerian, Punch, 3/6/81.